

**Conseil départemental des Côtes d'Armor  
DM1 – 15 JUILLET 2019**

**Groupe Communiste et Républicain  
Explication de Vote**

**Cinderella BERNARD**

Monsieur Le Président,

Mesdames et Messieurs les conseillers départementaux,

Permettez nous de contextualiser notre propos avant d'en venir au cœur de notre sujet aujourd'hui.

Ça explose de partout ! D'années en années les colères sociales se multiplient dans tous les secteurs, c'est le constat amer que nous faisons. Amer car c'est aussi et surtout l'expression d'une grande détresse : urgences, maternités (Dinan, Guingamp), centre périnatal de Paimpol, les trésoreries : les trésoreries justement... avec un plan de casse sociale inédit, totalement régressif, tellement loin de la réalité sociale et territoriale de notre département ! (où sont les promesses de Macron qui lors de sa venue à St-Brieuc, s'excusait presque d'avoir supprimé des postes de proximité lors de sa venue à St-Brieuc).

Cette hypocrisie dans les discours (et nous vous rejoignons Monsieur Le Président sur la nécessité de maintenir le pluralisme politique), ces inégalités renforcées dans nos territoires, ce sentiment d'abandon des ruraux ne fait que le jeu de l'extrême droite ! Nous en profitons d'ailleurs pour appeler au rassemblement de la Gauche pour faire face aux politiques

libérales en cours...et battre l'extrême droite. Car permettre de donner des voix à l'extrême droite qui se fait appeler aujourd'hui le rassemblement national, c'est donner de l'importance aux militants néonazis de notre département qui se sentent les mains libres et ils sont de plus en plus nombreux en témoignent les débordements évités de justesse lors des manifestations du 1<sup>er</sup> mai ou les attaques dont sont victimes les élus lorsqu'ils portent des convictions humanistes et j'en fait parti.

S'agissant de notre collectivité, nous la ressentons également une attente sociale portant sur la qualité du niveau de service attendu, en témoignent les mobilisations sociales de ses dernières semaines..

Monsieur Le Président, il y a quelques semaines c'était le service de protection de l'enfance qui se mobilisait et alertait sur le manque de moyens alloués, sur l'augmentation du nombre de demandes et l'absence de place d'hébergement adaptées aux problématiques des enfants mis sous protection de la collectivité.

J'ai eu alors un échange informel avec votre Vice-Président Thibaut Guignard au cours duquel je lui faisais part de la nécessité de mettre en place une politique sociale globale car pour répondre aux besoins sociaux, on ne peut imaginer prendre des postes dans un secteur social pour les mettre dans un autre secteur social...

De la prévention à la prise en charge jusqu'à la sortie du dispositif d'aide, une politique sociale se veut inscrire notre collectivité dans une logique d'accompagnement et de prévention des costarmoricaains et

costarmoricaines à tous les âges de la vie. Elle associe la culture, la jeunesse, le sport, l'éducation populaire, l'éducation dans les collèges, l'insertion, l'emploi, la santé, la lutte contre l'isolement, la dépendance, le logement.

Le logement justement, nous sommes très attentifs à l'évolution de l'habitat social dans notre département, nous avons d'ailleurs voulu sensibiliser les élus communaux au travers du dernier Cotes d'Armor Magasine, sur le risque de voir privatiser l'habitat social notamment dans le secteur de Guingamp. Nous portons la volonté de créer un Office Public Départemental pour garantir des loyers accessibles à toutes et tous, des logements dignes et de la mixité sociale partout dans le département.

Sur la dépendance, Oui, nous appelons de nos vœux la nécessité d'un moratoire sur la mise en œuvre de votre réforme des services d'aides à domicile, des SAAD, constatant que la situation financière des structures fusionnées se dégrade. Vous ne pouvez pas l'ignorer ; même l'UNA s'en fait l'écho ; aujourd'hui l'accompagnement de notre collectivité du département et de l'État ne sont pas à la hauteur des enjeux auxquels doivent faire face les structures d'accompagnement à domicile ! Pire, leurs situations financières s'aggravent.

Sur les mobilités, l'éducation,

Aujourd'hui ce sont les agents des routes et des collèges qui se mobilisent et nous partageons leurs inquiétudes.

Quand vous dites que déjà 1/3 des départements organisent leur politique hivernale de cette façon c'est à dire avec un conducteur seul sur les sapeurs, nous vous répondons que 2/3 ont fait le choix de garantir la sécurité des agents et des usagers de la route !

Une politique de progrès est celle qui place l'humain et l'environnement au cœur de toutes ses décisions, ce n'est pas parce que l'outil numérique a été inventé qu'il servira le progrès ! Derrière chaque machine, il y a des hommes et des femmes ! Ce ne doit pas être l'homme au service de la machine et mais la machine au service des hommes. Comprenez par là qu'elle doit permettre d'apporter du confort au travail et non de l'insécurité !

Sur le référentiel des collègues, cette réorganisation frise l'absurde tant elle va à l'encontre des besoins réels liés au nombre des élèves accueillis, aux exigences en matière d'entretien, aux exigences sanitaires pour éviter les épidémies. Gageons que les expérimentations en cours nous permettra de revenir à la raison.

Chaque fois que nous dénonçons la dégradation de nos services en lien avec la politique que vous menez, vous nous répondez que vous ne pouvez pas dépenser plus que ce que vous avez, que vous être contraint par la politique nationale austéritaire menée par le gouvernement.

Permettez nous de vous répondre ceci Monsieur Le Président :

Il est vrai que le projet de réforme gouvernemental sur la fiscalité ferait perdre des recettes dynamiques et mettrait le budget de notre collectivité sous la tutelle de l'État et son bon vouloir, c'est effectivement un nouveau risque qu'il faut prendre en compte mais il est encore trop tôt pour s'alarmer puisque l'État nous a promis des compensations, inutile de se précipiter alors dans la recherche de nouvelles coupes budgétaires...

Car rappelons-le, Au début de ce mandat, alors que M. Macron n'était pas encore élu, vous nous présentiez déjà un plan d'économie de 100 millions d'euros avec la promesse de ne pas augmenter les impôts.

C'est en 2016 que fleurissent les 1eres coupes budgétaires contraignant gravement notre collectivité en remettant en cause la dynamique des politiques volontaristes et des solidarités.

Mais c'était sans compter sur l'élection de M. Macron en 2017.

Plus sournois, Monsieur Macron contraint le niveau d'évolution des dépenses.. ; oui, seulement vous aviez déjà choisi de diminuer le niveau de dépenses de la collectivité...

Résultat aujourd'hui, 3 ans après, on se retrouve étranglé avec peu de marge de manœuvre pour répondre efficacement aux besoins de la population et aux exigences du gouvernement. D'ailleurs pourquoi 1,2 % ? c'est comme la règle des 3 % de déficit du PIB autorisé par l'Europe, personne ne sait d'où ça sort...

Et sommes-nous réellement si étranglés ? Quand 7 millions d'euros de

recettes supplémentaires sont inscrites ce jour et quand à la lecture du compte administratif 2018, il ne nous a pas échappé que l'État retenait 0,12 % d'évolution de nos dépenses dans le cadre fixé à 1,2 % pour ce qui concerne le compte administratif du budget 2018. Ce qui nous laisse en réel un peu plus de souplesse pour le budget 2019. Hélas ce n'est pas ce qui ressort de la proposition de la DM1 qui nous est présentée aujourd'hui.

Nous y voyons là un nouveau jeu de chaises musicales même si vous vous attachez à nous faire croire le contraire, et c'est cette fois ci la PMI qui se retrouve sur les fesses puisque vous prenez sur le budget de la PMI pour abonder celui du CDEF le Centre Départemental de l' Enfant et de la Famille. Nous verrons à l'issue du compte administratif 2019 si nous avons tort ou pas.

**En tous les cas, ce rapport est frappé d'une incohérence entre le discours porté sur ce service PMI, service incontournable dans le domaine de la santé et de la prévention selon vos propos.. et la baisse de son budget !**

Nous nous rappelons qu'au début de votre installation, vous insistiez sur la nécessité de développer les politiques de préventions pour limiter le placement des enfants, une proposition que nous avons alors soutenue parce qu'elle était dotée de bon sens...

Et aujourd'hui dans un même rapport, vous êtes capables de placer la PMI

au centre des actions à mener dans le domaine de la santé et de la prévention et dans le « même temps » de réduire son budget ! De qui se moque-t-on ?

Depuis le début de ce mandat, nous ne savons pas où vous nous amenez mais à chaque budget, nous découvrons au coup par coup des réformes, des réorganisations, des suppressions de services, des externalisations mais aussi des internalisations qui sont des portes ouvertes aux coupes sombres, des privatisations ...

Vous ne nous ferez pas croire que vous n'avez pas d'autres choix que de prendre sur une ligne budgétaire pour mettre sur une autre ligne budgétaire, qui plus est de prendre du social pour mettre sur du social !!!

Le résultat du compte administratif 2018 montre que notre collectivité est au-dessous du niveau attendu par le gouvernement alors que notre département est le plus pauvre de la Bretagne et que toutes les statistiques montrent des besoins croissants en solidarité, dépendance, santé.. il y a là quelque chose d'inquiétant sur votre modèle de gestion.

il nous reste une marge de manœuvre qui nous autorise à augmenter nos dépenses mais ce n'est pas là votre volonté

En effet, tout porte à croire que vous ne nous donnez pas les moyens de bien fonctionner et que finalement, depuis le début de ce mandat, vous êtes tout simplement guidés par vos propres convictions qui consistent avant tout de réduire la dépense publique, c'est là votre leitmotiv, avant de chercher à rendre le meilleur service possible à la population.

Nous vous demandons Monsieur Le Président de reprendre la main sur les solidarités en déclinant un projet social global, ainsi qu'un projet routier au service des costarmoricaains et non des finances de la collectivité que vous voulez contraindre.

Vous nous dites volontiers être attaché aux services publics, à la proximité, au département mais on peut légitimement s'interroger sur le sens que vous leur donner quand certain de votre équipe rêve d'une collectivité unique, rêve de supprimer les départements bretons ! Curieux, non ? Pour un vice-président du département qui plus est en charge des routes, sujet au cœur de nos préoccupations de ce jour ! Quel est l'attachement des élus de votre majorité aux actions de proximité menées par notre collectivité ?..

Nous votons contre cette DM.